

CONDITIONS D'EMPLOI APPLICABLES AU PERSONNEL
DU SECRETARIAT DE L'OMC

Décision adoptée par le Conseil général le 30 octobre 1995

Le Conseil général,

Considérant l'article VI de l'Accord instituant l'OMC, qui dispose qu'il sera établi un Secrétariat de l'OMC,

Considérant la Décision ministérielle de Marrakech sur les conséquences organisationnelles et financières découlant de la mise en oeuvre de l'Accord instituant l'OMC,

Notant que l'OMC est une organisation sui generis instituée en dehors du système des Nations Unies,

Ayant examiné la proposition du Directeur général concernant les traitements et les pensions:

Décide ce qui suit:

1. Il poursuivra en 1996 son examen de la question des traitements, des pensions et des autres conditions d'emploi en se fondant sur les travaux techniques accomplis au Comité du budget, des finances et de l'administration, en vue de parvenir à une décision sur cette question au plus tard dans le contexte de l'examen du projet de budget pour 1997.
2. En attendant que cet examen soit terminé, les arrangements régissant les conditions d'emploi à l'ICITO/GATT continueront d'être appliqués.